

Monnaie. La roupie a été dévaluée de 18 % en 1991 et a été rendue partiellement convertible l'année suivante. En 1993, elle flottait par rapport au compte courant. La roupie a été à nouveau dépréciée en 1995. Jusqu'à maintenant, le gouvernement indien a refusé d'en soutenir la valeur.

Investissement étranger direct. Les réformes touchant l'IED ont été engagées en 1991 par le relèvement du niveau autorisé de participation étrangère au capital d'entreprises indiennes. En 1992, l'investissement privé a été autorisé dans le secteur de l'énergie électrique. Les premiers projets privés de production d'énergie électrique sont devenus opérationnels en 1994. Les services de télécommunication de base et les autres services à valeur ajoutée ont été ouverts au secteur privé en 1994. En 1995, des licences d'exploitation de services cellulaires ont été octroyées, et les services de télécommunication de base ont été ouverts à la concurrence. La Banque centrale de l'Inde avait précédemment établi un « service unique » d'approbation quasi-automatique des propositions de participations étrangères d'au plus 51 % au capital de 35 industries couvrant le gros de l'activité manufacturière en Inde.

Commerce. Les réformes entreprises en 1991 ont d'abord été appliquées au secteur des biens d'équipement. Le taux de droit le plus élevé a été ramené de 110 % à 85 % en 1993, puis à 65 % en 1994. En 1995, on a autorisé les importations en franchise afin de promouvoir les exportations de biens d'équipement. La même année, l'Inde a commencé à autoriser automatiquement les entreprises exclusivement exportatrices et les installations implantées dans les zones de transformation pour l'exportation.

Banques, marché boursier et infrastructure. Les grandes banques de l'Inde sont nationalisées. Depuis 1992, les banques ont plus de liberté pour prêter de l'argent, et des directives ont été publiées pour l'établissement de banques privées. En 1993, les restrictions appliquées aux banques ont été davantage assouplies, et les transactions hors bourse ont été autorisées. En 1994, la National Highway Act a été modifiée.

3. Les prochaines étapes

Privatisation. Le principal défi encore posé aux décideurs touche la privatisation des entreprises d'État et la restructuration de l'énorme appareil